



2310.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

354

Berne, le 14.10.1991

Note au Conseil fédéral

Ma visite en Tchécoslovaquie et en Hongrie (7. - 11. octobre 1991)

Ce voyage en Tchécoslovaquie et en Hongrie (une visite en Pologne a dû être remise à plus tard en raison des élections) avait pour double but:

- d'apporter un message de soutien et de solidarité de la Suisse à deux pays qui se trouvent dans une phase avancée et hautement délicate de transformation vers l'économie de marché,
- de concrétiser ce soutien par un renforcement de la coopération au niveau gouvernemental mais aussi et surtout au niveau des entreprises.

En effet, j'ai dirigé une délégation mixte comprenant le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi, l'Ambassadeur Silvio Arioli, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux et une vingtaine de personnalités occupant des positions dirigeantes dans les principaux secteurs de l'économie, dont M. Pierre Borgeaud, Président du Vorort. La composition de la délégation suisse devait faire ressortir qu'en matière d'activité économique le rôle essentiel revient aux acteurs privés, l'Etat devant se contenter de fixer le cadre de l'activité. Il s'agissait également de montrer l'importance que la Suisse accorde à ces deux pays.

A Prague, j'ai été reçu par le Président de la République V. Havel et le Premier-Ministre M. Calfa et j'ai eu un contact avec le Ministre des finances V. Klaus. La situation politique intérieure et l'avenir de la Fédération ont été les principaux sujets abordés. Dans ce contexte le Président Havel n'a pas exclu la tenue d'un référendum; cette question doit être tranchée jusqu'en décembre.

La rencontre avec le Ministre de l'économie V. Dlouhy a été l'occasion de faire le point sur la situation économique en Tchécoslovaquie et sur l'état des réformes. Force est de constater que la Tchécoslovaquie se trouve actuellement à un tournant. Du côté positif, on note que le pays a réussi à préparer la réforme en un temps record d'une année et qu'un nombre impressionnant de mesures ont déjà été mises en oeuvre: les prix sont libéralisés à 80%, les subventions ont été largement supprimées, la convertibilité interne de la monnaie a été introduite, le budget est excédentaire. Du côté négatif, on voit que la Tchécoslovaquie a été durement touchée par l'effondrement de l'URSS et du COMECON et par le recul conjoncturel international: la production industrielle est en recul de 17,8% sur les 8

premiers mois de l'année, alors que le chômage est en forte hausse. La situation est compliquée par le fait que les difficultés économiques se doublent d'un problème politique particulièrement délicat qui est celui de la répartition des compétences entre la Fédération et les Républiques. Cette question a été au centre des discussions avec le Premier-Ministre suppléant P. Hoffmann. La situation peu transparente existant actuellement en la matière gêne fortement les investisseurs potentiels en ralentissant ou compliquant la prise de décision, notamment et surtout dans le cadre du processus de privatisation. Le degré très élevé d'insolvabilité des entreprises à privatiser et leur assainissement représentent également un problème majeur à résoudre. Les entretiens avec le Vice-Ministre du commerce extérieur J. Brabec ont permis de dégager une identité de vues sur la nécessité de conclure rapidement les négociations de l'accord de libre-échange AELE-Tchécoslovaquie et de l'accord de double imposition. La rencontre avec le Ministre de la politique et du développement économiques de la République tchèque K. Dyba a été consacrée essentiellement à la discussion de projets d'assistance. En conclusion, on peut dire que mes interlocuteurs ont été impressionnés par la clarté des objectifs poursuivis et par leur volonté ferme de les atteindre. Les difficultés sont cependant nombreuses et de taille et la visite de la firme Skoda à Pilsen en a donné une preuve éclatante. Ceci explique l'attitude certes intéressée mais prudente affichée par les investisseurs suisses. Ceci explique aussi le fait que l'assistance suisse (1er et 2ème crédit) ait été bien accueillie; les besoins sont immenses, mais l'approche encore peu coordonnée; on note, en particulier, une certaine concurrence entre les différents ministères de la Fédération et des Républiques pour l'obtention de soutiens extérieurs. Enfin, pour ce qui est des relations extérieures, Prague donne la priorité absolue au rapprochement à la CE et les décisions prises autant au niveau contractuel qu'à celui de la législation interne sont largement déterminées par ce rapprochement.

A Budapest, j'ai été reçu par le Président A. Göncz et le Premier-Ministre J. Antall et j'ai eu des entretiens avec le Ministre des affaires étrangères G. Jeszensky. De son côté, le Secrétaire d'Etat Jacobi a eu une entrevue avec son homologue le Secrétaire d'Etat Somogy. La préoccupation majeure de la Hongrie en ce moment est la guerre civile en Yougoslavie, dont le mauvais exemple pourrait inspirer d'autres peuples dans la région. Aux yeux de mes interlocuteurs hongrois, la solution idéale serait:

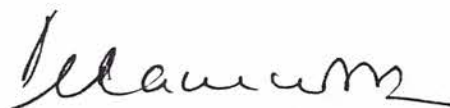
- la reconnaissance diplomatique de toutes les républiques yougoslaves qui le désirent
- la constitution d'Etats souverains liés entre eux sur le plan économique (p. ex. union douanière).

De la rencontre avec le Ministre des relations économiques internationales B. Kadar s'est dégagée la constatation que, d'une manière plutôt étonnante, la Hongrie a réussi avec un succès certain à réorienter rapidement ses échanges vers les marchés occidentaux, alors que sa balance des paiements est excédentaire. Certes, le changement de système a eu pour conséquence un recul de la production industrielle (-7% en 1991) mais elle est moins forte que dans d'autres pays de la région. La Hongrie a eu l'avantage de pouvoir entamer sa transformation économique de manière plus progressive, puisque les premières réformes remontent à 1968. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que le cadre institutionnel nécessaire à une économie de marché est maintenant pratiquement en place; il se pose cependant des problèmes dans l'application pratique des lois et règlements adoptés.

La situation économique plutôt envieuse de la Hongrie n'a pas empêché M. Kadar de se montrer exigeant vis-à-vis de la Suisse et de lui adresser des demandes très directes en matière d'ouverture du marché suisse aux produits agricoles hongrois, en matière d'assistance où la part attribuée à la Hongrie dans le cadre du premier crédit a été jugée faible et dans le domaine de l'accueil de travailleurs hongrois dans un but de formation. La question de l'ouverture du marché agricole suisse a également été au centre de mes discussions avec le Ministre de l'agriculture E. Gergatz; chaque partie n'a fait que réitérer la position prise dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange: la Hongrie veut des concessions préférentielles couvrant non seulement les mesures tarifaires, la Suisse est limitée dans sa marge de manoeuvre autant par la situation intérieure que par le GATT et les négociations de l'Uruguay Round. La privatisation et les problèmes y relatifs a été le sujet de discussion principal avec le Ministre des finances M. Kupa qui n'a pas manqué de mettre en exergue les atouts et l'attrait que représente la Hongrie pour les investisseurs étrangers (1 mrd d'investissements étrangers en 1991), de même qu'avec le Ministre du commerce et de l'industrie P.A. Bod. Comme en Tchécoslovaquie, les investisseurs suisses adoptent une situation d'attente et de prudence. Enfin, en matière de relations extérieures, la Hongrie a également le regard tourné presque exclusivement vers Bruxelles.

Ma visite en Hongrie a coïncidé avec la décision prise par le Parlement de la ville de Budapest de rejeter le projet d'exposition mondiale prévue pour 1996. Le Ministre Kadar s'est montré très déçu de cette décision et il a indiqué que le gouvernement proposera sans doute malgré tout la mise sur pied d'une manifestation, peut-être de moindre envergure, mais avec une participation internationale pour marquer le 1100ème anniversaire de la présence hongroise dans la région et il a appelé la Suisse à y prendre part. J'ai simplement indiqué que la question sera examinée à Berne en temps voulu.

Dans les deux pays, mes interlocuteurs se sont référés à la rencontre qui a eu lieu récemment à Cracovie entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, au cours de laquelle la collaboration future entre eux a été abordée. Ils reconnaissent la nécessité d'une collaboration plus étroite, notamment dans le domaine commercial, pour éviter une discrimination entre eux découlant de leurs futurs accords d'association avec la Communauté et de libre-échange avec les pays de l'AELE. Pourtant, il semble y avoir une certaine hésitation du côté hongrois et tchécoslovaque à s'engager dans un tel exercice.



Jean-Pascal Delamuraz